



AMERIQUE/VENEZUELA - Communiqué des Evêques de la capitale : « il n'est pas possible de mettre un terme à la violence en ayant recours à la violence »

Caracas (Agence Fides) – « L'usage de la force est réservé par la loi aux corps de sécurité de l'Etat. Ces derniers ont pour mission exclusive de bloquer la violence provoquée par certaines personnes ». C'est ce qu'il est possible de lire dans le communiqué envoyé à l'Agence Fides par l'Archidiocèse de Caracas signé par S.Em. le Cardinal Archevêque Jorge Urosa Savino et par les Evêques auxiliaires de la capitale. Les Evêques entendent ainsi rappeler au gouvernement qu'il ne peut recourir à des civils pour mettre un terme à la violence des manifestants. La situation d'insécurité généralisée a en effet provoqué des actes de vandalisme et des saccages dans différentes villes du pays ainsi que la naissance de ce qu'il est convenu d'appeler des « collectifs », groupes violents et armés qui, sous le prétexte de bloquer les manifestations citoyennes, génèrent panique et violence. Ils semblent bénéficier de la sympathie des autorités puisqu'ils ne sont ni punis ni poursuivis par la justice du fait de leurs actions. Les Pasteurs de Caracas ajoutent au communiqué : « l'implication de ces groupes (civils) dans la répression des manifestants, outre à être illégale, est extrêmement dangereuse et menace de donner encore plus de force aux protestations de citoyens ». En outre, au nom de l'Eglise, les Evêques expriment leur préoccupation face à l'escalade de la violence qu'a connu le pays ces jours derniers et demandent à ce que soient identifiés les responsables des morts du 12 février et ce au travers d'une « enquête sérieuse, impartiale et objective ». Il est demandé aux autorités de garantir le droit à la contestation et surtout d'écouter ceux qui se plaignent de l'insécurité et du manque de produits alimentaires de base. En conclusion, les Evêques invitent le gouvernement et l'opposition à la « sérénité » et tous les citoyens à « promouvoir l'harmonie afin d'éviter des actes violents qui violent l'ordre public et mettent en danger la vie des citoyens ». (CE) (Agence Fides 11/03/2014)